

La Feuille

Collectif de citoyen.ne.s, de membres d'associations et de partis politiques

Europe Ecologie les Verts, Génération.s, La France Insoumise, Parti Communiste Français,

Parti Radical de Gauche, Parti Socialiste



Toute municipalité est censée améliorer la vie de ses concitoyens. Vous lirez dans ces pages que les problèmes nationaux se retrouvent à Antony.

La crise économique que le pays traverse y touche, comme ailleurs, principalement les plus démunis. Et la mobilisation contre la réforme des retraites montre bien l'étendue du malaise social.

La crise du système de santé a des conséquences ici aussi. Quand certains quartiers deviennent des déserts médicaux, le maire vante la création d'un centre médical privé en plein centre-ville.

Antony laisse les mains libres aux promoteurs privés pour densifier et

Le rapport qui dérange : look up !

Les Antonien.ne.s s'inquiètent à juste titre de la dégradation de l'environnement et du dérèglement climatique. La mairie d'Antony réagit. Ainsi, on assiste à une prolifération d'articles dans le magazine *Vivre à Antony* pour vanter son action supposée vertueuse. Mais quel est donc le bilan du maire, en place depuis 20 ans ?

Pour le savoir, consultons le rapport sur le développement durable présenté en conseil municipal : plus léger que les années précédentes, il est émaillé de belles illustrations mais le contenu n'est pas à la hauteur des enjeux. Pour s'en convaincre, quelques exemples.

Le nouveau quartier Jean Zay perd son étiquette « écologique ». Il abritait autrefois 3 000 étudiants, un jardin paysager et des services publics et culturels. A la place ? Des résidences privées, chères et seulement 61 logements sociaux ! La cour de l'école élémentaire est reléguée sur le toit, pour maximiser la superficie consacrée aux projets immobiliers. Les enfants doivent laisser la

place au béton et aux profits – tout un symbole de la politique menée depuis 20 ans. **le nombre de logements sociaux stagne en dessous du minimal légal, malgré des besoins importants. Et le réchauffement climatique, dont nous voyons les conséquences dans la sécheresse hivernale cette année, n'est pas pris au sérieux par la mairie, qui signale chaque arbre planté sans jamais donner le nombre des abattus. Des nouveaux quartiers dits « arborés », mais en fait un accroissement de l'emprise au sol. Nos élu.e.s se battent pied à pied pour défendre la vie commune des antonien.ne.s. Chaque conseil municipal en est la preuve. Vous le lirez dans *La Feuille*.**

Sylviane ASCHEHOUG

place au béton et aux profits – tout un symbole de la politique menée depuis 20 ans.

Pas un mot sur les cantines où la mairie a refusé d'accéder aux demandes des parents pour instaurer un menu alternatif végétarien quotidien. Pas d'adhésion non plus au projet avec les villes voisines visant à maîtriser la qualité des repas proposés.

La mairie communique autour du nombre d'arbres qu'elle plante mais omet le nombre d'arbres qu'elle coupe. C'est grâce à la vigilance des associations que les beaux arbres de la rue Pajeaud sont encore sur pied. L'artificialisation des sols continue et les jardins disparaissent sans compensation en espaces verts.

Face à l'urgence déclarée, on aurait pu s'attendre à un renforcement des mesures favorables au développement durable. Or, il n'en est rien. La mairie n'annonce aucune action d'ampleur pour 2023.

En clair, la mairie fait du green-washing (éco-blanchiment).

Clare DONOVAN et Stéphanie GALLE

Du plomb... dans la terre

Le jardin de L'Abreuvoir, projet participatif basé sur une convention d'occupation précaire, se met en place. Or, lors des études de sol sur sa partie ouest, une pollution au plomb et aux hydrocarbures aromatiques polycycliques a été découverte. La mairie "prévoit" d'agir... Mais "*les propriétaires limitrophes ont-ils été informés, qu'en est-il de la pollution des sols ?*", a demandé notre élue Isabelle Rémy-Largeau



Budget pas participatif

La Mairie nous annonce la 4^{ème} édition du budget participatif avec une enveloppe de 600000€. Parions que de nombreux projets porteront sur le thème du développement durable, toujours d'actualité face à l'urgence climatique.

Un point de vigilance : ce budget ne doit plus être détourné pour financer des projets relevant d'autres postes, tels que la sécurité routière ou des abris vélos !

Parole de citoyen : Sylvain BERGOUNIOUX



Sylvain, tu es un des représentants du PCF dans ATC, qu'est-ce que ce collectif a apporté aux communistes ?

S.B.: Une vraie réponse à l'espoir d'union commun à de nombreux-ses Antonien-ne-s. Et si on demande ce que les communistes ont apporté au collectif, je réponds : nous y avons été partisans d'une union ouverte jusqu'au bout à des partenaires hésitants, comme certains, ou partagés entre militants engagés et instances réticentes, comme d'autres. Disons qu'ATC, ce fut un peu la Nupes avant l'heure. Avec des Antonien-ne.s non affilié.e.s en plus !

Localement, quels sujets te tiennent particulièrement à cœur ?

S.B. : Né ici, je me suis toujours impliqué dans ma ville. Mais je vois Antony, hier diverse tant par les origines sociales que

géographiques, se replier sur elle-même.

En effet, depuis 1983, l'arrivée de Devedjian et ses successeurs de droite à la mairie a déroulé le tapis rouge aux promoteurs et ouvert la chasse au logement social. Résultat : on loue ou on achète son logement au prix fort.

Les plus modestes, les jeunes et les étudiants sont chassés et la diversité est en grave recul. Les équipements de santé en sont le reflet : l'hôpital privé règne en maître, mais le centre de la Croix-Rouge est en sursis. Et un Centre municipal de santé ? Horreur !, s'écrit J.-Y. Sénant. Autre corollaire : derrière le greenwashing, le bétonnage continue ; allez donc voir le futur quartier Jean-Zay ! Et tant pis pour la planète...

Et pour le pays ?

S.B. : La flambée des denrées, de l'énergie et des loyers déferle comme un tsunami. Le président verse des larmes de crocodile, comme la députée Brégeon, mais il assène un coup violent avec la réforme des retraites. Pourtant, 93% des actifs disent NON, car ils ont compris qu'ils seraient tous perdants ! La colère gronde. Macron, le méprisant de la République, va-t-il rester longtemps dans le déni ?

T'as vu le genre ?

La ville se targue d'une politique transversale pour l'égalité femmes/hommes. On est encore loin du compte. Sensibiliser les Antoniens au rôle de père, c'est utile, mais le congé parental et le temps partiel restent massivement féminin dans les services de la ville. Les écarts de rémunération F/H persistent, mais aucun plan d'action n'est présenté. Oui à la sensibilisation à l'éducation non genrée dans les crèches. Mais 80 places sont fermées par manque de personnel, quand faute de solution de garde, des femmes doivent s'arrêter de travailler. L'urgence est d'assurer leur réouverture, en revalorisant les emplois de la petite enfance. Les violences conjugales sont en augmentation. Accompagner les victimes est indispensable. Mais la ville manque d'hébergement d'urgence. La ville a repris Sports Loisirs Antony, plébiscité par les femmes, mais augmente les tarifs de 10%. A quand un budget analysé sous le prisme du genre à Antony ?

Irène HUARD

Venelles pour les femmes

Quartier Jean-Zay : le conseil municipal a approuvé les noms de trois nouvelles voies. Pour Jacques Chirac, ce sera une avenue ! Pour saluer son action en faveur des femmes ? On peut en douter. Et deux venelles pour Joséphine Baker et Françoise Dolto...

Comme on est loin des 80 noms de femmes données à des rues de Bonneuil-sur-Marne, le 8 mars !

A bicyclette !



58 nouvelles places de vélo sécurisées au RER Antony, bientôt 70 à la Croix de Berny et 60 aux Baconnets, et peut-être à l'entrée du Parc Sibille. On ne peut que se féliciter de ces nouveaux équipements, mais qui sont loin de l'exigence de la Loi d'orientation des mobilités (LOM).

Pourquoi se limiter ? L'utilisation du vélo qui ne fait qu'augmenter va entraîner rapidement une saturation des places *en stationnement sécurisé*. Prenons de l'avance pour une fois !

Si vous aimez cette publication, aidez nous à poursuivre la route en demandant à recevoir les prochains numéros par mail à lafeuille@antonyterrecitoyenne.org, en soutenant financièrement par un chèque à : association de soutien à Antony Terre citoyenne – JC Houver - 11, avenue de la division Leclerc - 92160 Antony
Ou en nous signalant les sujets que vous aimeriez voir abordés dans nos colonnes D'avance, merci.

**Vous aimez
La Feuille ?
On continue...**

Le budget : tout va bien, tout va bien

Les dépenses vont augmenter de 2,6 millions d'euros en raison de la crise énergétique (pas de bouclier tarifaire pour les services publics notamment) et d'autres charges de fonctionnement (salaires, dépenses dans les écoles...) liées à l'inflation ne pourront être évitées.

Le budget général de fonctionnement de la mairie va donc fortement augmenter. Auparavant, comprimer les dépenses de fonctionnement pouvait permettre de forts investissements, l'autofinancement était le fer de lance de la politique budgétaire communale. A partir de cette année, l'investissement sera donc financé en grande partie par l'emprunt. Avec une situation nouvelle de taux d'intérêt élevés, la dette ne pourra qu'augmenter.

Où trouver des ressources supplémentaires ? Dès le conseil municipal de décembre la décision a été prise d'augmenter les tarifs non soumis au taux d'effort de 10% au moins. Cette

augmentation est bien plus forte que l'inflation 2022 (6%). Un exemple simple, le prix de la carte de 10 entrées au cinéma passe de 54 à 58 euros et le prix du billet tarif réduit augmente de 17% ce qui porte l'entrée à 7 euros. Par ailleurs les tarifs au taux d'effort vont augmenter de fait, avec l'ajustement des salaires à l'inflation.

Monsieur le maire, vous écriviez en janvier que vous n'augmenteriez pas le taux des impôts locaux, ce n'est pas grave le Parlement a déjà voté une augmentation de 7 % de la base de la taxe foncière, les impôts augmenteront donc pour les Antonien.ne.s. En conseil municipal de février, votre adjoint au budget a conclu son intervention à demi-mots en disant qu'il allait bien falloir trouver des recettes. Vous nous dites qu'il n'y a pas de soucis, que la situation est saine. Peut-on en douter ?

Anne RAMBAUT

La santé... des centres de santé

Il y a un an le maire se voulait rassurant : le centre de la Croix-Rouge serait repris par Ramsay. Le projet a échoué. En réponse aux questions des élu.e.s ATC sur la situation actuelle, une belle cacophonie des élu.e.s de la majorité et surtout de grandes incertitudes pour la suite. Pourtant un centre municipal de santé tel que nous le proposons serait gage de stabilité. Le maire dit qu'il ne sait pas faire : pourquoi ne pas demander conseil aux municipalités de gauche qui, elles, y parviennent ? Par ailleurs dans le dernier BMO, le maire se vante de l'ouverture d'un centre médical au centre-

ville, déjà bien pourvu. Même si les locaux sont là, comme ceux de la Croix-Rouge, il n'est pas dit qu'ils seront occupés rapidement ni que les tarifs pratiqués seront accessibles à tous.

Isabelle REMY-LARGEAU

Têtes pleines et ventres vides

SODEXO a confirmé l'arrêt des repas à 1€ provenant des excédents des cantines d'Antony et distribués via l'appli to Good to go.

Seuls les étudiants boursiers ou en situation de précarité peuvent bénéficier des tarifs à 1€ dans les restaurants universitaires. Mais les députés macronistes et LR ont rejeté la proposition de loi socialiste pour étendre ce tarif à tous les étudiants. Or, plus d'un étudiant sur deux a des difficultés pour se nourrir correctement.

Un après-midi zéro déchet Samedi 25 mars

Réfléchir sur le climat avec les Amis de la Terre,
cuisiner zéro déchet avec les petites cantines,
Jouer aux jeux de société écologie avec les amis de la Bièvre,
découvrir le compost avec Grand Paris Vallée Sud,
faire son petit marché zéro déchet.

Une belle journée en perspective organisée par planète interculturelle à l'espace La Fontaine 105 avenue Saint-Exupéry de 14h à 18h.

Libre participation

Crématorium à Antony

La crémation est un sujet difficile qu'il faut savoir aborder. La statistique est claire : 6 crémations par jour ouvrable pour chacun des 5 crématoriums sur les 3 départements de la petite couronne. Cette situation ne permet pas toujours de réaliser des cérémonies parfaitement dignes dans la sérénité. Un crématorium proche d'Antony est nécessaire.

Offres d'emploi en médiathèque !

La médiathèque Arthur-Rimbaud, dans le quartier du Noyer-Doré, est fermée le dimanche quand celle du centre-ville, Anne-Fontaine, est ouverte. Les besoins sont-ils si différents d'un quartier à l'autre ? Il y a des étudiant.e.s aussi au Noyer Doré et des familles qui pourraient certainement profiter de la médiathèque le dimanche. Manque de personnel nous dit-on. Qu'à cela ne tienne, embauchons !

Du provisoire pour le logement social

Avec moins de 25% de logements sociaux, Antony est en infraction avec la loi SRU. Depuis 2018, ce taux oscille entre 22 et 23%. L'État pourrait donc, comme à Montrouge, décider d'une amende et prendre la main sur les décisions d'urbanisme (droit de préemption, permis de construire).

Jusqu'ici, le Préfet s'est contenté de fixer des objectifs triennaux, car notre bon maire avait su user de promesses: plan local d'urbanisme (PLU) imposant 30% de logements sociaux dans les opérations de plus de 2000m², annonce d'acquisitions et de constructions pour atteindre 7144 logements sociaux en 2022.

Il mise aussi sur les 1080 logements étudiants de Jean Zay, qui ne remplaceront pas les 2100 de la défunte Résidence Universitaire (RUA).

Malgré tout ça, le dernier décompte officiel n'a recensé que 6242 logements sociaux au 1er janvier 2022. Pour le 3^{ème} triennal consécutif, Antony échoue donc à remplir les objectifs fixés.

Pour 2020-2022, au lieu de 272 logements sociaux, dont 81 très sociaux (PLAI), la ville a seulement 22 logements sociaux supplémentaires, dont 13 très sociaux.

Alors, comme il y a 3 ans, le préfet va entamer une procédure de constat de carence. Et rien ne prédit qu'il restera conciliant. Car entre temps, le maire détourne la règle des 30% qu'il a lui-même ajouté au PLU. Déjà, cette règle exclut les ZAC Jean-Zay et Antonympole. Ajoutons que, par le biais des certificats d'urbanisme, certains promoteurs bien informés se sont prémunis de la nouvelle règle pendant 18 mois. Enfin, et surtout, le maire garantit des acquisitions d'usufruit locatif social (ULS). Avec ce dispositif, les 30% de logements ne sont acquis que pour 17 ans, ensuite ils sont remis à neuf avant d'être restitués aux investisseurs.

Voilà qui affaiblit la position du maire face au Préfet et qui laisse sur le carreau la grande majorité des demandeurs de logements !

David MAUGER



Les élus d'Antony Terre Citoyenne au conseil municipal 01 84 19 69 33

Retrouvez-nous
au conseil municipal
du 6 avril 2023 à 20H
sur le site de la ville
ou à l'Hôtel de ville..
puis les 29/6/23,
28/9/23 et 7/12/23

elus@antonyterrecitoyenne.org
david.mauger@antonyterrecitoyenne.org
Irene.huard@antonyterrecitoyenne.org
olivier.paris@antonyterrecitoyenne.org
Isabelle.remy-largeau@antonyterrecitoyenne.org
bruno.edouard@antonyterrecitoyenne.org

facebook : <https://www.facebook.com/Antonyterrecitoyenne>

Ont contribué à ce numéro : Anne Rambaut, Clare Donovan, David Mauger, Irène Huard, Isabelle Rémy-Largeau, Stephanie Gallé, Sylvain Bergounioux, Sylviane Aschehoug

Site d'Antony Terre Citoyenne : www.antonyterrecitoyenne.org

La Feuille est éditée par l'Association de soutien à Antony Terre Citoyenne. Directeur de la publication : Pierre Rufat

Synthétiques pas fantastiques !

Fabriqués avec des polymères, ces terrains - ils sont deux au stade Georges-Suant - libèrent des granulats toxiques, dangereux pour l'environnement et pour la santé humaine. L'économie d'arrosage ne compense pas au plan écologique cette pollution irréversible. Ils suppriment aussi l'effet rafraîchissant d'une pelouse en cas de canicule. Nous demandons à la Mairie de les remplacer au plus vite.

Ouverture à la concurrence : RATP et US Métro dans la panade

V. Péresse a décidé la mise en concurrence par lots du réseau de bus RATP dès 2025. Un projet cher et bâclé qui compromettra gravement la qualité des transports franciliens, notamment lors des JO. Des milliers de conducteurs RATP seront transférés chez des opérateurs privés, avec un régime social dégradé. Après le collectif Stop Galère, 250 élu.e.s de tous bords demandent le report dans une tribune de presse.

L'US Métro subira les dégâts collatéraux de cette privatisation. Ses activités sont menacées par la réduction de son financement. La vente d'une partie des terrains de la Croix-de-Berny est en cours. Le club Pitray-Olier de Châtenay prévoit d'y construire un centre d'entraînement (sur terrains synthétiques).

Interpellé par les élus ATC, le Maire défend la vocation sportive du terrain, et promet une reprise des activités de l'US Metro par la Ville d'Antony le cas échéant. Vigilance !

Irène HUARD